

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles¹. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Il permet de collecter des informations au sujet de localités accessibles, difficiles ou hors d'accès situées dans ces départements. L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#) de REACH.

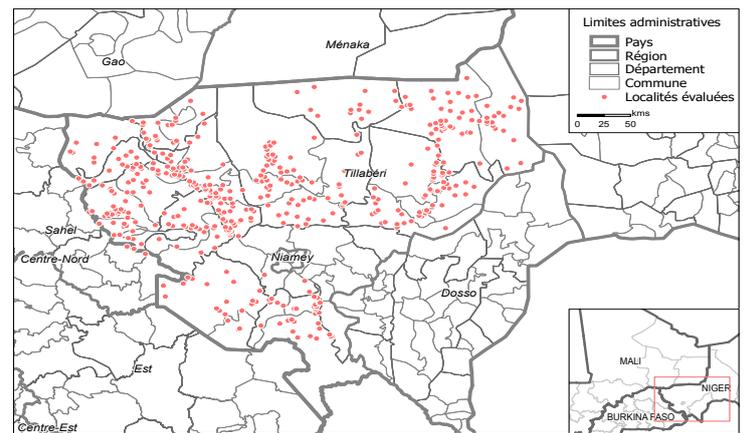
Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau de la localité, du département et de la région². Elles sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités du département ont été évaluées. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans les départements de la région de Tillabéri³. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse.

Cette fiche présente les résultats de la collecte de données couvrant la région de Tillabéri ayant eu lieu entre le 06 et le 21 avril 2021. Au total, 711 IC ont été consultés et 484 localités ont été évaluées. Sauf indication contraire, les réponses apportées par les IC se réfèrent à la majorité de la population de la localité dans une période de trente jours précédant l'entretien avec l'IC. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « % de localités ». **La couverture actuelle de l'évaluation est limitée, et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.**

Couverture géographique

Localités évaluées par département dans la région de Tillabéri³ :

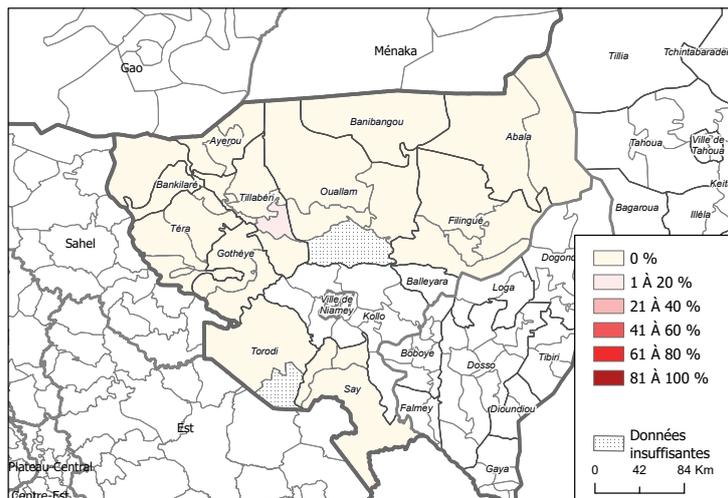


Départements	# total de localités ⁵	# total de localités évaluées	Couverture
Abala	287	59	20,6%
Ayerou	176	23	13,1%
Banibangou	209	16	7,7%
Bankilaré	163	25	15,3%
Filingue	637	61	9,6%
Gotheye	456	33	7,2%
Ouallam	990	68	6,9%
Say	402	34	8,5%
Tera	680	70	10,3%
Tillabéri	562	72	12,8%
Torodi	349	23	6,6%
Total	4.911	484	9,9%

IC ayant visité la localité au cours du mois précédent	657
IC ayant eu un contact (face-à-face / par téléphone) avec la localité au cours du mois précédent	54

→ Dynamiques de déplacement

% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'arrivée de personnes déplacées internes (PDI) et/ou réfugiées :



Dans **7%** des localités évaluées, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 derniers jours⁶. En outre, IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du dernier mois en provenance de départements d'Abala (**12%**), Ayerou (**25%**) et Ouallam (**63%**)^{6,7}.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence des groupes de population suivants⁸ :

Personnes non déplacées	100%	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: red;"></div>
Personnes déplacées internes	3%	<div style="width: 3%; height: 10px; background-color: red;"></div>
Réfugiés	1%	<div style="width: 1%; height: 10px; background-color: red;"></div>
Retournés ⁹	0%	<div style="width: 0%; height: 10px; background-color: red;"></div>
Rapatriés ⁹	0%	<div style="width: 0%; height: 10px; background-color: red;"></div>

Raisons les plus citées pour expliquer la présence de PDI dans la localité^{7,8} :

Violence dans la localité de départ	87%	<div style="width: 87%; height: 10px; background-color: red;"></div>
Déplacement préventif	13%	<div style="width: 13%; height: 10px; background-color: red;"></div>

Raisons les plus citées pour expliquer que des membres de la population non déplacée ne se soient pas déplacés⁸ :

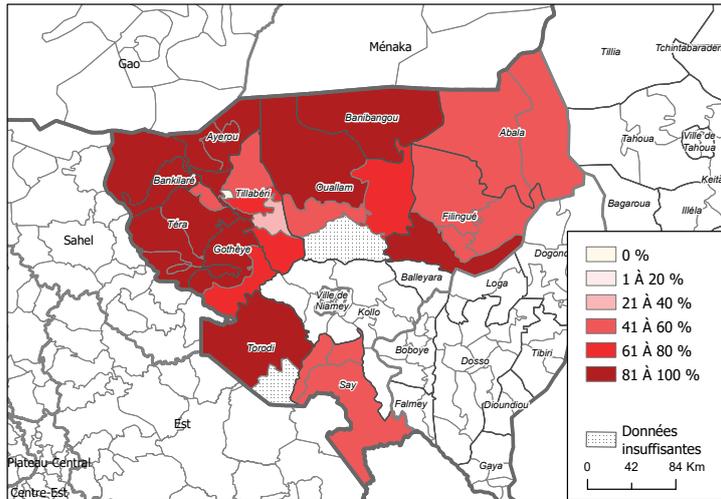
Aucune raison de partir	67%	<div style="width: 67%; height: 10px; background-color: red;"></div>
Ne voulait pas partir	27%	<div style="width: 27%; height: 10px; background-color: red;"></div>

1. REACH. Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, novembre 2019.
 2. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en personne ou par téléphone.
 3. La couverture actuelle du projet cible uniquement 11 départements de la région de Tillabéri, identifiés comme les plus concernés par la crise sur la bande frontalière et comptant davantage des localités inaccessibles : Abala, Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Filingue, Gotheye, Ouallam, Say, Tera, Tillabéri et Torodi.

4. Sur l'ensemble de cette fiche, dans les graphiques circulaires, la catégorie «Autre» correspond à l'ensemble des réponses «Pas de consensus», «Ne sait pas», «Ne souhaite pas répondre».
 5. Source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), Institut National de la Statistique, 2012.
 6. Dans toute la fiche d'information, les 30 derniers jours renvoient aux 30 jours ayant précédé le jour de l'entretien avec l'IC.

Sécurité alimentaire

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture :



Dans **70%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours.

Raisons les plus citées pour expliquer que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture^{8 10} :



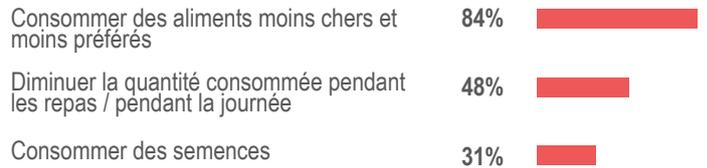
% de localités évaluées où une partie de la population a reçu une assistance alimentaire (humanitaire / gouvernementale) :



Principales sources de nourriture les plus citées pour la majorité de la population⁸ :



Stratégies les plus souvent citées pour pallier l'insuffisance de nourriture disponible pour la majorité de la population^{8 10} :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à un marché à distance de marche¹¹ :



Principales barrières d'accès aux marchés la plus souvent citée^{8 12} :

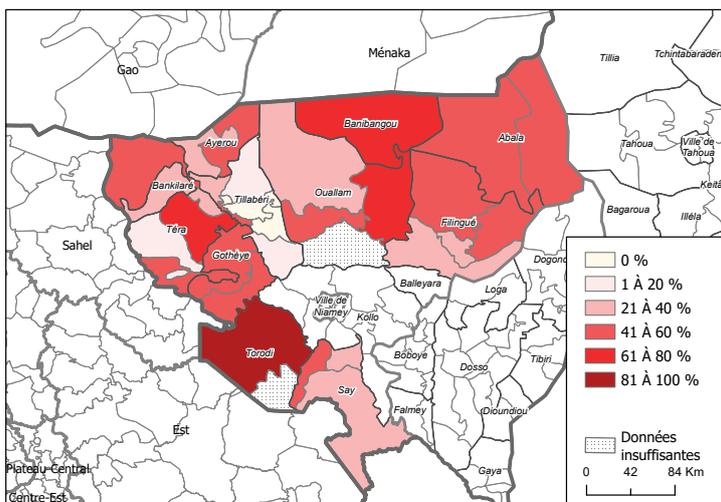


% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales¹³ :



Moyens de subsistance

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels :

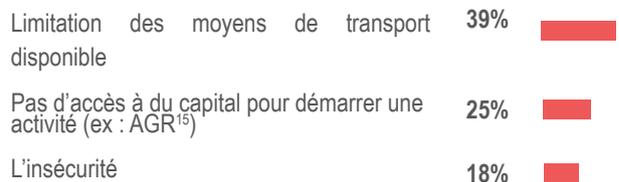


Dans **42%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours.

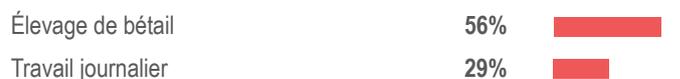
Principales sources de revenus les plus citées pour la majorité de la population⁸ :



Principales raisons les plus citées pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels^{8 14} :



Activités de subsistance les plus citées comme ayant été perturbées pour la majorité de la population^{8 14} :



7. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 derniers jours.

8. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

9. Les retournés sont des personnes auparavant déplacées dans leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine. Les rapatriés sont des personnes auparavant déplacées dans un pays autre que leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine.

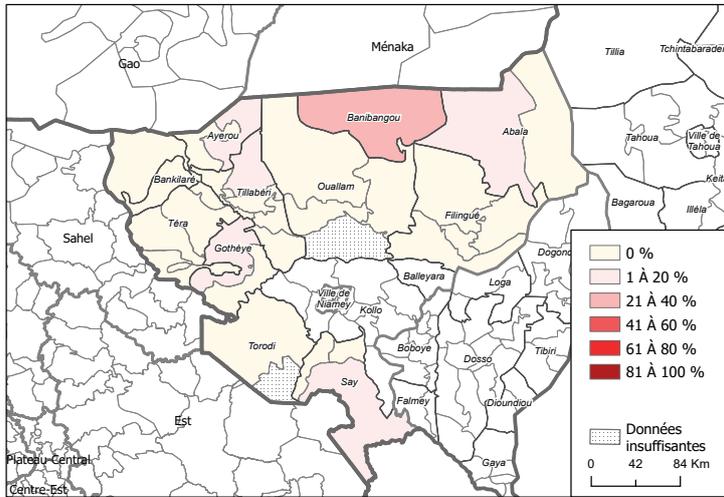
10. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours.

11. La distance entendue par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.

12. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population n'avait pas accès à un marché à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

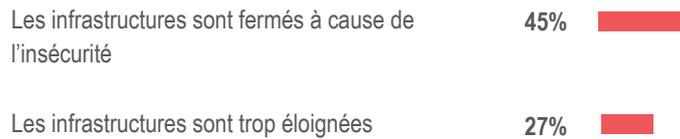
Santé et nutrition

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche :



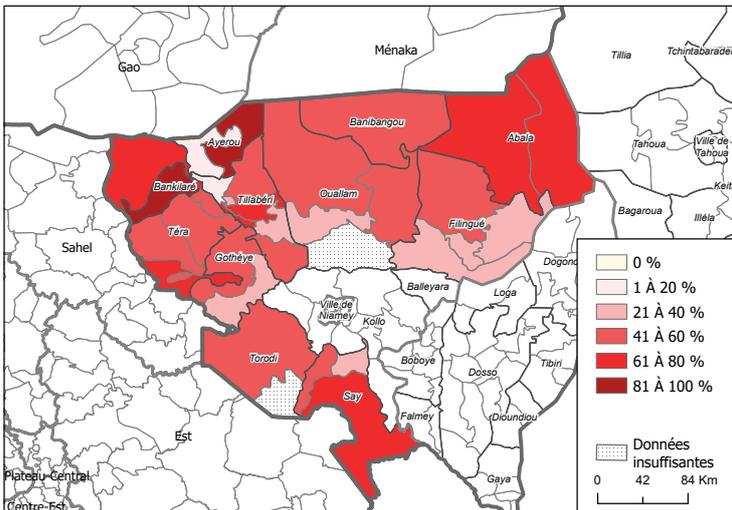
Dans **2%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche¹¹ au cours des 30 derniers jours.

Principales barrières d'accès aux services de santé les plus citées^{8 16} :

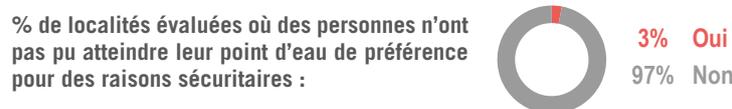


Eau, hygiène et assainissement (EHA)

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage :



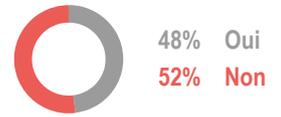
Dans **55%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau au cours des 30 derniers jours.



Types de services de santé les plus cités comme étant les plus utilisés par la majorité de la population^{8 17} :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté qu'il existait un dispositif de prise en charge des malades critiques :

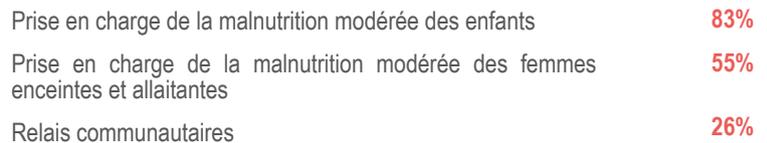


Principaux problèmes de santé les plus souvent cités pour la majorité de la population de la localité⁸ :

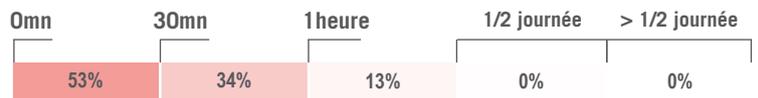


Les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche¹¹ dans **86%** des localités évaluées au cours des 30 derniers jours.

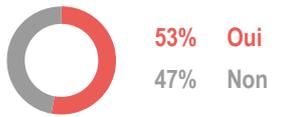
Programmes nutritionnels les plus cités comme étant accessibles^{8 20} :



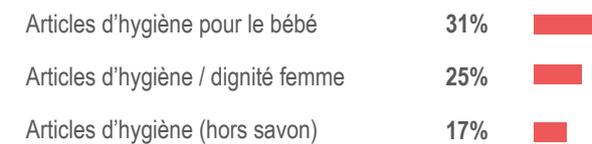
% de localités évaluées par temps nécessaire pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau :



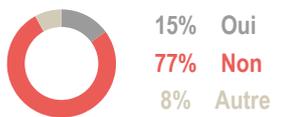
% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à se procurer du savon :



Articles non alimentaires (EHA) les plus cités comme étant indisponibles et dont la majorité de la population avait le plus besoin^{8 21} :



% de localités évaluées où la majorité de la population utilisait des latrines²² :



13. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population avait accès à un marché à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

14. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours.

15. Activités génératrices de revenus.

16. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la

population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels au cours des 30 derniers jours.

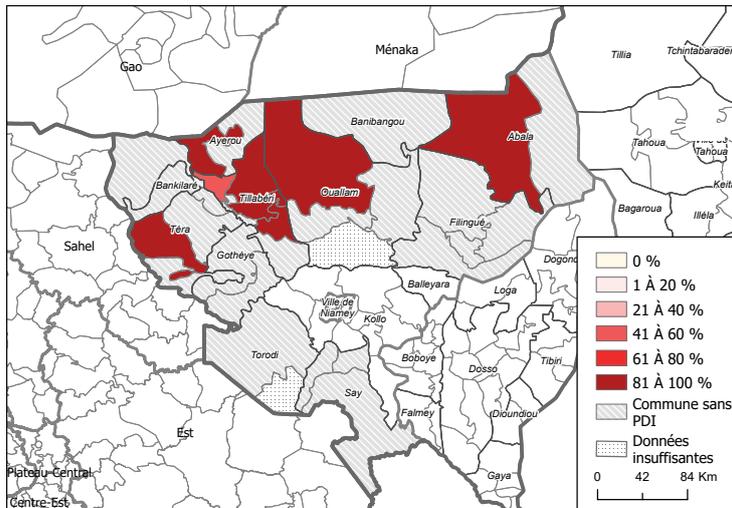
17. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

18. Couvrir un rayon de 0 à 5000 habitants. Assez plus fréquent généralement en milieu rural.

19. Couvrir un rayon de 5000 à 10000 habitants. Assez plus fréquent généralement en milieu urbain et dans les zones de plus fortes concentration de population.

Abris et articles non alimentaires

% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates²³ :



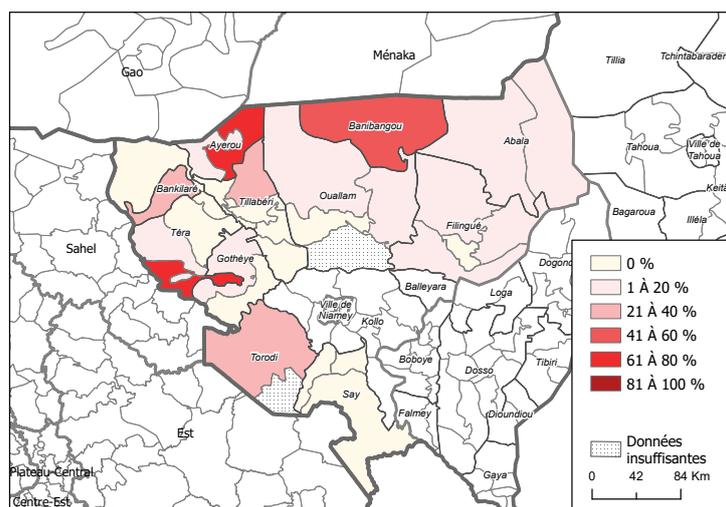
Dans **94%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates²³ au cours des 30 derniers jours.

Principales raisons les plus citées expliquant que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates^{8 23 24} :

Manque d'espace fermé pour garantir l'intimité et la protection	64%
Abris non accepté culturellement	7%
Risque d'éviction	7%

Education

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹¹ :



Dans **15%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours¹¹.

Les services éducatifs formels étaient les principaux services auxquels la population en âge scolaire (6-17 ans) avait accès dans **100%** des localités évaluées²⁶.

²⁰. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels accessibles à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

²¹. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées pour lesquelles les IC avaient rapporté ces articles comme parmi les plus utiles à la population de la localité.

²². Pourcentage de localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population utilisait des latrines au cours de 30 derniers jours, qu'elles soient privées, publiques ou partagées.

²³. La définition de "conditions adéquates" est laissée à la discrétion des IC.

% de localités évaluées par type d'abri et groupe de population⁷ :

Type d'abris	Non déplacés	PDI	Réfugiés
Maison en dur (bois, brique, banco)	88%	7%	25%
Case traditionnelle	4%	20%	0%
Habitat en paille	5%	20%	0%
RHU (unité d'hébergement pour déplacés)	0%	7%	0%
Abris de transition (structure et bache)	0%	13%	25%
Abris d'urgence ²⁵	0%	20%	25%
Concession (maison, location)	1%	0%	0%
Abris de fortune ²⁵	0%	0%	0%
Tente traditionnelle	0%	0%	0%
Ecole	0%	0%	0%
Bâtiment public (hors école)	0%	0%	0%
Constructions non disposés au logement	0%	0%	0%
Bâtiment inachevé / abandonné	0%	0%	0%
A l'air libre	0%	0%	0%
Autre	2%	13%	25%

Articles ménagers essentiels (AME) les plus cités comme étant indisponibles et dont la majorité de la population avait le plus besoin^{8 21} :

Moustiquaire	32%
Articles de couchage	15%
Articles vestimentaires	17%

Principales raisons citées pour lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche^{11 27} :

Les enseignants ont arrêté de travailler	46%
Il n'y a pas / plus d'enseignant dans la zone	16%
L'insécurité sur le trajet de l'école	14%

Stratégies d'adaptation des jeunes en âge scolaire (6-17 ans) pour continuer à apprendre en cas d'indisponibilité des services éducatifs les plus citées²⁷ :

Aucune stratégie	87%
Concentration sur l'école coranique	3%
Délocalisation de l'école vers une zone plus sécurisée	3%

Occupations des jeunes en âge scolaire (6-17 ans) en cas d'indisponibilité des services éducatifs les plus citées²⁷ :

Travail à la maison	61%
Travail en dehors de la maison	25%

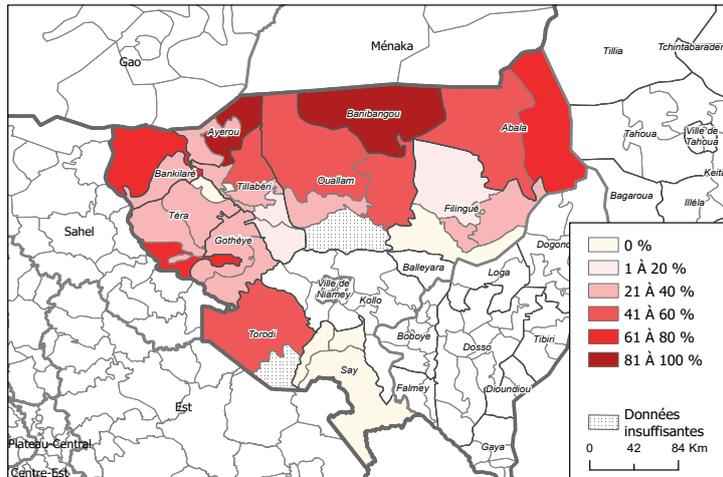
²⁴. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité des PDI de la localité ne vivaient pas dans des conditions adéquates au cours des 30 derniers jours.

²⁵. Les abris d'urgence sont des abris distribués par la communauté humanitaire. Les abris de fortune sont des abris construits par les membres de la communauté à partir de matériaux locaux pour pallier le manque d'abris.

²⁶. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire pouvait accéder à des services éducatifs à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité :



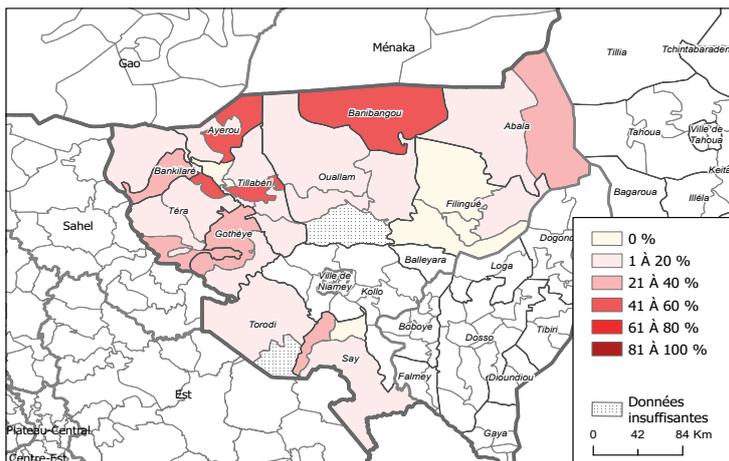
Principaux risques en matière de protection pour la majorité de la population les plus cités⁸ :



Les IC ont rapporté dans 35% de localités évaluées que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 derniers jours.

Communication

% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone :



Sources d'information générale les plus citées comme utilisées par la majorité de la population :



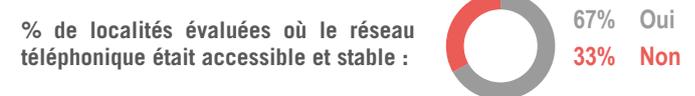
Pourvoyeurs d'information générale les plus cités pour la majorité de la population :



Types d'information les plus cités comme étant les plus utiles à la population²⁸ :



Dans 16% de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information quant à l'assistance humanitaire disponible dans la zone au cours des 30 derniers jours.

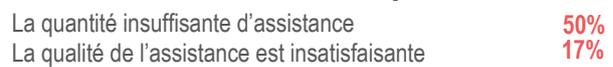


Redevabilité

% de localités évaluées dans lesquelles une partie de la population a bénéficié d'une assistance humanitaire :

- Oui : 13%
- Non : 83%
- Autres : 4%

Raisons les plus citées pour lesquelles la majorité de la population n'était pas satisfaite de l'assistance humanitaire reçue²⁹ :



Principaux secteurs dans lesquels la population aurait besoin d'une intervention, par province (en % de localités évaluées)³⁰ :

Département	Sécurité alimentaire	Moyens de subsistance	EHA	Nutrition	Santé	BNA	Abris	Protection	Education	Communication	Cash sans conditions
Abala	68%	24%	71%	0%	50%	8%	0%	17%	5%	0%	15%
Ayerou	91%	0%	57%	0%	33%	26%	0%	48%	30%	0%	0%
Banibanguou	81%	6%	50%	0%	29%	6%	0%	44%	25%	13%	13%
Ouallam	82%	21%	53%	4%	51%	15%	0%	19%	9%	9%	13%
Say	91%	18%	65%	3%	61%	12%	0%	6%	0%	0%	9%
Tillabéri	76%	17%	43%	3%	67%	15%	1%	18%	18%	7%	11%
Torodi	87%	30%	61%	9%	46%	17%	0%	26%	17%	0%	4%
Bankilaré	84%	0%	92%	0%	48%	4%	0%	12%	12%	0%	12%
Filingué	77%	31%	61%	5%	38%	25%	3%	3%	7%	0%	26%
Gothéye	82%	24%	55%	0%	65%	3%	0%	9%	12%	0%	6%
Téra	90%	13%	56%	7%	51%	9%	0%	4%	19%	1%	9%

27. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche.

28. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'assistance humanitaire disponible au cours des

30 derniers jours.

29. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'était pas satisfaite de l'assistance humanitaire reçue.

30. Les IC ne pouvaient sélectionner que 3 secteurs prioritaires.